

Où mène ce train ?



[Source : Régis Chamagne (regischamagne.fr) – Réinscrire la France dans l'Histoire]

Par Mathias Masclat et Régis Chamagne

L'histoire nous apprend, en particulier depuis la deuxième partie du XIXe siècle, que les bonnes intentions hygiénistes et sanitaires ont souvent produit les pires atrocités. Alors qu'en est-il aujourd'hui face à la question du coronavirus ? Les mesures coercitives que nous subissons sont-elles acceptables ? Relèvent-elles seulement d'une logique de santé publique ?

On peut saisir un point commun, qui n'apparaît pas comme évident, entre le fanatisme religieux, le nazisme, le fascisme ou le communisme soviétique : une fascination morbide de la pureté, qu'elle soit d'ordre biologique dans le cas du nazisme et du fascisme, symbolique dans le cas du fanatisme religieux ou encore idéologique dans le cas du soviétisme. Cette fascination de la pureté relève de l'hygiénisme hypocondriaque et justifie des mesures prophylactiques qui ont été acceptées à l'époque et qui pourtant aujourd'hui nous font horreur.

Soyons clair, le propos n'est ni de dénoncer l'hygiène élémentaire comme une dérive fasciste, ni de prétendre que toute mesure sanitaire face au coronavirus serait une plongée dans la barbarie. Le propos est bien de montrer que la stratégie française et plus largement européenne de la gestion du coronavirus relève d'une politique de la peur et de persécution de « l'impur » avec toute la rhétorique paranoïaque et hypocondriaque typique des montées du fanatisme et de la barbarie.

Un cas d'école : le nazisme

Au-delà de nombreuses approches communément admises, le nazisme pourrait être ontologiquement une idéologie biologique et médicale, c'est en tous cas la thèse de Johann Chapoutot, chercheur en histoire contemporaine à la Sorbonne, spécialiste du nazisme. Il s'agit de régénérer et de purifier la race allemande, le corps allemand. Ces idées triomphent avant même l'avènement du nazisme : c'est sous la République de Weimar que l'on installe aux frontières

de l'est de l'Allemagne des stations de désinfection obligatoire, pour filtrer et décontaminer les va-nu-pieds venus de l'est. C'est aussi sous la République de Weimar que s'installent les grands instituts de l'eugénisme racial soutenus par la gauche comme par la droite. Les conclusions des études scientifiques eugénistes sont limpides : la castration ou l'euthanasie des handicapés est indispensable pour régénérer le corps organique du peuple allemand. De l'autre côté de l'Atlantique on n'est pas en reste, 26 États des États-Unis d'Amérique appliquent la stérilisation obligatoire des membres les moins désirables de la société, souvent des jeunes femmes : de 1908 à 1945 ils stérilisent 50 000 personnes à des fins d'eugénisme sanitaire. En somme, la biopolitique était déjà bien à l'œuvre avant le nazisme et s'est installée sans rencontrer de réelle résistance car précisément, il était question de politique sanitaire et médicale. Qui pouvait s'opposer à la protection et à la santé des siens ?

Johann Chapoutot décrit parfaitement l'ambiance médico-sanitaire de l'Allemagne nazie et explique que les nazis se considéraient comme des médecins du corps de la race germanique :

« Nous respectons le serment d'Hippocrate, primum non nocere, sauf que l'objet de notre art n'est pas l'individu puisque l'individu n'existe pas, c'est le grand tout, c'est le grand corps. Tout cela sous la plume de médecins et de juristes qui sont les deux corporations choyées, gâtées, dotées à partir de 1933 de moyens considérables en matière de postes de responsabilités, de crédits et de prestiges intellectuels. »

À cet égard, après la rencontre entre Hitler et Mussolini le 9 mai 1938, un groupe de travail fut constitué. La délégation nazie fut emmenée par le juriste Walter Hallstein, futur président de la Commission européenne. Les thèmes prioritaires qui furent discutés étaient la protection de la propriété intellectuelle (à savoir l'extension des brevets, et tout particulièrement ceux du cartel IG Farben à travers toute l'Europe) et la protection de la race... Juristes et médecins.

Sous le Troisième Reich, le peuple germanique est en danger mortel, un corps étranger menace la race allemande. Ce virus c'est le juif. Il s'agit au départ d'observer une distance sanitaire avec lui. Mais le mal est trop profond et les mesures doivent être renforcées, le juif sera alors isolé, confiné, mis en quarantaine. Enfin, puisque le nazisme doit régler définitivement ce problème sanitaire, le juif sera alors traité de façon à l'empêcher définitivement de parasiter et corrompre la race pure germanique. Les camps de concentrations sont promus dans la presse par les autorités nazies comme des camps de santé pour les malades et les dégénérés juifs, communistes ou schizophrènes qui seront rééduqués et soignés. Il ne faut pas confondre les camps de concentration dont on faisait la publicité, et les camps de mise à mort, qui eux étaient tenus secret.

Avec les camps de concentration, les mesures prophylactiques s'enchaînent :

- Le nazisme interdit tous les partis politiques, car l'opposition est

l'ennemie du corps allemand qui l'infecte et le corrompt.

- La stérilisation obligatoire des malades héréditaires est aussi actée (l'alcoolisme, la fainéantise, la danse de Saint Guy et la schizophrénie). On stérilise aussi les criminels et délinquants. 400 000 personnes sont stérilisées en douze ans en Allemagne jusqu'en 1945.
- En octobre 1939 la stérilisation ne suffit plus, Hitler signe un ordre écrit qui demande de tuer les malades incurables. Ce sont des médecins qui, après expertise médicale, considèrent que le meilleur traitement prophylactique pour telle ou telle personne est la mort.
- Enfin, les nazis, en bons médecins du corps allemand luttent contre la maladie et interdisent tout rapprochement avec l'impur comme l'explique Johann Chapoutot :

« Les médecins du corps allemand interdisent la mixtion des sangs, le mélange des substances et des fluides (entre races), et on se rend compte avec tout cet arsenal législatif auquel travaillent des médecins qui sont requis par le ministère de la justice [...] et de l'intérieur ; ce sont ses lois qui touchent tous les domaines de la vie et qui contribuent à la destruction de la maladie. Tous les domaines de la vie sont touchés, du plus intime, la sexualité, au plus abstrait, au plus sublime, les arts plastiques, l'art en général, tout ça doit être assujetti à un traitement biologique. »

L'assassinat de masse se met en place à partir de février 1942. Johann Chapoutot continue :

« L'assassinat de masse est présenté aux bourreaux et aux victimes comme des politiques biomédicales de masse. Et c'est le coup de Génie de Paul Winling d'avoir vu le rapport qu'il peut y avoir entre des politiques biomédicales d'État "attendez avant de venir, on vous désinfecte" [...] et la pratique de la mise à mort qui présente les procédures ainsi aux victimes : "on va vous déporter très à l'est mais comme nous sommes allemands, comme nous sommes médecins et puisque nous faisons les choses proprement, nous allons vous désinfecter d'abord". Voilà ce que l'on dit aux victimes, et ça tranquillise de fait les victimes, [...] et ça légitime les bourreaux qui apparaissent à eux même véritablement comme les médecins du corps allemand qui vont détruire un foyer typhique. »

La question sanitaire est omniprésente dans le nazisme, la menace du typhus et la menace juive sont deux menaces sanitaires et les maladies doivent être éradiquées. Le nazisme est une obsession sanitaire, une hypocondrie permanente, ils sont terrorisés par les infections et les maladies qui attaquent et détruisent le corps Allemand. Ils manquent de temps et doivent agir dans l'urgence, c'est cette urgence sanitaire qui permet de légitimer la brutalité de leur politique sanitaire.

Aujourd'hui et maintenant

Que seriez-vous prêts à faire pour sauver votre peau et celle de vos proches ? Votre famille et votre nation sont en danger de mort, un confinement ou un couvre feu ne sont rien s'ils peuvent sauver des vies, la fermeture et la

faillite des petits commerces est un bien faible prix à payer. Interdire aux enfants de se toucher ne choque presque plus. Méfiez-vous du corps de l'autre, gardez vos distances, pas de poignées de main ! La bise ? Êtes-vous sérieux ? Vous voudriez tuer vos grands parents pour une simple bise ?

Ça commence comme ça et les Français acceptent parce qu'ils ont un fort sens du civisme, mais l'affaire dure, l'hygiénisme s'affole, le masque devient obligatoire à l'extérieur, durant le premier confinement, plus d'un million d'amendes ont été dressées. Dehors c'est dangereux ! Il est question d'interdire les fêtes de Noël si importantes pour les familles, les gens qui succombent du coronavirus meurent souvent seuls, les visiteurs sont interdits. Dans les Ephaad, les vieillards ne voient plus leurs enfants, ou de temps en temps derrière d'épaisses plaques de plexiglas. Nous nageons en plein arbitraire et l'arbitraire est parti pour durer. Là aussi, le fait de commencer à obéir à des règles arbitraires est une caractéristique inquiétante typique des systèmes totalitaires.

Non seulement, sous l'impulsion de la Commission européenne, un passeport sanitaire apparaîtra dans la République Française, fracturant le secret médical et mettant en place des citoyens de seconde zone, mais personne ne connaît l'avenir de ce pass sanitaire. Disparaîtra-t-il dès lors qu'il ne sera plus utile ou suivra-t-il la même trajectoire que l'état d'urgence qui était censé être temporaire et qui fut finalement inscrit dans le droit commun ? Sommes-nous véritablement certains que les valeurs républicaines et démocratiques, contraires au paternalisme technocratique infantilissant, sont encore voulues et respectées par nos élites et élus ? La répression policière et judiciaire des Gilets jaunes, sans état d'âme, qui a occasionné des milliers de blessés et des milliers de condamnations dont plus de 1000 peines de prison ferme, nous donne un élément de réponse. Après avoir observé l'absence totale de scrupule du gouvernement pour mater en règle un mouvement soutenu par plus de 7 Français sur 10, est-il exagéré de penser qu'une dérive anti-populaire et anti-démocratique est à l'œuvre et que nos élites saisissent toutes les opportunités pour transformer lentement notre société ?

En fait, la crise sanitaire est une excellente opportunité. Les Français ne l'auraient jamais accepté par la force et elle est passé sans problème pour des raisons hygiénistes et sanitaires. Dans les hautes sphères oligarchiques internationales on chuchote, on pense à un monde nouveau, à une société de contrôle et d'asepsie où tout un dispositif techno sanitaire entourerait les peuples européens afin d'accroître leur dépendance. Ce Grand Reset rêvé par Davos semble à portée de main, il leur manque une population terrorisée et docile, s'en remettant à eux pour toujours plus de protection. Pas de chance, pour le moment les Français gardent la tête froide, ils font attention et acceptent les règles d'hygiène élémentaires, mais refusent d'obéir bêtement à toutes les injonctions gouvernementales. Comme leurs aïeux avant eux, Ils acceptent la mort comme faisant partie de la vie, n'en déplaît à Google qui leur promet le transhumanisme et la vie éternelle. Les Français veulent vivre heureux, loin du décompte macabre gouvernemental. Nous sommes lancés dans un train de mesures et de coercitions sociales. Où va ce train ? Tout dépendra si les Français cèdent au chant des sirènes de l'hypocondrie sanitaire, ou si

l'envie de vivre triomphe de la peur de la mort et qu'ils veulent continuer à danser encore, comme le chante si bien cette chanson d'espoir :

Et malheur à celui qui pense / Et malheur à celui qui danse / Ne soyons pas impressionnables

Par tous ces gens déraisonnables / Vendeurs de peur en abondance /
Angoissants, jusqu'à l'indécence !

Nous on veut continuer à danser encore / Voir nos pensées enlacer nos corps /
Passer nos vies sur une grille d'accords / Oh, non non non non non !

Et pour la suite ?

Il y a un virus. Il y a une certaine mortalité. Il y a des mesures gouvernementales. Au regard de l'Histoire, la raison autant que la conscience d'Homme Libre doit nous inviter à nous poser certaines questions :

- Quelle est la létalité de ce virus par rapport à ceux des années passées ?
- Quelle est la moyenne d'âge des morts du virus comparée à notre espérance de vie ?
- Faut-il avoir peur ?
- Les décisions gouvernementales sont-elles cohérentes et logiques ?
- Enfin et surtout, où tout cela nous mène-t-il ?

Où mène ce train... de mesures dans lequel le gouvernement veut nous faire monter ?

Mathias Masclet et Régis Chamagne